

Le mouvement ouvrier et les « nouvelles technologies »

Le livre de Ulrich Briefs : « travailler sans raison ni perspectives » répond à un besoin. Depuis « les débats du progrès » de la CFDT, le mouvement syndical n'avait produit aucune nouvelle analyse de ce que Briefs appelle « les nouvelles technologies » (microélectronique, informatique, télématique, robotique, bureautique, etc.).

Le point de vue d'un syndicaliste et d'un informaticien allemand qui ne néglige pas pour autant la critique de la société et de l'économie est utile, car il permet au lecteur français d'accéder à une compréhension comparative du développement des technologies dépassant le point de vue local qui domine souvent le mouvement ouvrier français : le développement des technologies fondées sur l'électronique et l'information est mondial.

L'analyse précise et détaillée que mène Briefs montre, au-delà des mythologies du progrès, la réalité du miracle économique allemand, son coût pour les travailleurs. L'incorporation de ces technologies développées dans l'intérêt des entreprises aboutit à la constitution d'une nouvelle infrastructure de systèmes d'information.

duel, dans des systèmes à complexité croissante, réduit à une addition de comportements et d'attitudes prédéterminés, à une nouvelle forme de dressage d'orientation behavioriste.

Pour Briefs la révolution scientifique et technique de l'électronique, sous les conditions du capital, n'est pas une révolution, mais exactement son contraire : un mouvement pour maintenir les rapports de production capitalistes. Les « nouvelles technologies » sont alors un enjeu pour la lutte de classe, le lieu de conflits qui concernent la société dans son ensemble.

Leur flexibilité, leur plasticité, ainsi que leur caractère interactif offrent de grandes possibilités pour un épanouissement créateur du travail. Elles n'entraînent pas de fatalité sociale. Sous d'autres conditions leur développement peut être orienté différemment d'autant plus qu'à toutes les étapes de leur développement, les capacités créatrices des travailleurs font émerger des alternatives actuellement rejetées, dans la mesure où elles ne correspondent pas aux intérêts des classes dominantes.

Une contre-stratégie syndicale

Dans une deuxième partie Briefs montre comment loin d'apporter une issue positive à la crise, l'utilisation des nouvelles technologies accentue les contradictions du système capitaliste. Les exigences de la valorisation du capital, qui expliquent la transformation continue des conditions concrètes de la production s'opposent à la nécessité d'utiliser de façon continue les capacités créatrices des travailleurs pour permettre le développement de ces technologies. Le procès de valorisation du capital s'oppose au procès du développement humain.

Au contraire, sur la base d'une action ferme et indépendante pour mobiliser les travailleurs et en rompant avec l'économisme et avec les illusions d'une concertation avec les partenaires sociaux, la possibilité d'une contre-stratégie syndicale trouve ses fondements.

Sur le plan des revendications le rôle traditionnel du syndicat comme moyen de défense contre tout ce qui affecte les postes de travail (déqualification, contenu du travail, contrôles travail de nuit, travail en équipes, salaires, conditions de travail sur écrans, etc.) doit être renforcé mais en évitant de formuler les revendications en terme d'équivalent monétaire.



semaine de 35 h, pauses, temps de formation compris dans le temps de travail, etc.

Libérer les forces de création

Les politiques d'amélioration des conditions de travail et d'humanisation du travail apparaissent suspectes, dans la mesure où elles conduisent à la démobilité. L'amélioration de ces conditions viendra des travailleurs eux-mêmes. Pour ce faire Briefs préconise des actions à réaliser dans le concret des entreprises d'abord, puis au niveau régional par la lutte pour des conventions collectives portant sur les conditions d'introduction des nouvelles technologies (clauses sur la réduction du temps de travail, la garantie collective des qualifications, le droit d'information préalable allant jusqu'au droit de veto, l'interdiction des contrôles automatisés, une limite de 4 heures maximum par jour de travail devant les écrans, répartis en plusieurs vacations, l'organisation de postes mixtes comportant tâches routinières, tâches créatrices, etc.).

Mais à aucun moment Briefs ne sème l'illusion que de telles actions seraient suffisantes pour créer les conditions du développement de technologies alternatives, servant de base à une autre organisation du travail et de la société. Ceci implique, et c'est la conclusion du livre, des changements économiques et politiques à l'échelle de toute la société dont la nécessité vient à ses yeux de la contradiction existant entre le développement des forces productives (les nouvelles technologies) et leur conséquences négatives pour la masse de travailleurs. Il faut libérer les forces de création des travailleurs, que le capital utilise et pervertit à son profit.

Le livre de Briefs constitue une contribution marquante pour la définition d'une stratégie syndicale face à l'informatisation de la société. C'est pourquoi il doit trouver un éditeur qui diffuse ce texte au public français. Signalons que le livre ne manque pas de courage : dans un pays où la politique d'interdiction professionnelle (« Berufsverbot ») a reçu l'approbation d'une partie des syndicats, il n'est pas sans portée de formuler une condamnation sans restriction de l'usage de l'informatique pour le contrôle et la surveillance des travailleurs et des citoyens par des moyens automatiques. Et de s'opposer aux exigences de transparence des individus devant l'Etat ou devant les services du personnel des entreprises.

Eric Braine

Ulrich Briefs — Arbeiten ohne Sinn und Perspektive : Ed. Pahl — Rugenstein, Cologne 1980, 210 pages.

Renouveau du taylorisme

Au cœur du livre : le bouleversement des caractères les plus fondamentaux du travail. Sous les conditions du capitalisme ces « nouvelles technologies » doivent être comprises comme un moyen puissant pour rationaliser la production, autorisant le prolongement et le renouvellement de l'organisation taylorienne du travail. Avec pour principales conséquences un chômage de masse se développant au rythme de l'introduction de ces technologies, la dévalorisation du travail, le déclin et la polarisation des qualifications, la perte de l'identité due à la disparition des métiers. Les nouvelles qualifications liées à l'introduction de systèmes complexes hommes/machines ne concerneraient qu'une élite restreinte. Alors que pour la grande masse ces technologies signifient d'abord des exigences nouvelles des patrons pour une adaptabilité et une mobilité accrue ; la nécessité d'un apprentissage continu de systèmes fugitifs et changeants. L'intensification des rythmes de travail semble aller de pair avec la montée des tâches routinières et répétitives et la formalisation des processus de travail avec le rétrécissement de l'espace de décision au sein de chacun des postes de travail. Au terme de cette description Briefs envisage le danger de voir le travail réel-

Centres de recherche, centres de calcul, bibliothèques, associations peuvent aussi être abonnés à Terminal... 230 F

« Wechsel Wirkung » : technique, sciences de la nature, société

La revue, dont le titre peut sans doute être traduit en français par « l'effet-changement », se consacre à la critique de la technique et de la science. Son ambition est de devenir un forum de discussion des ingénieurs, techniciens et scientifiques « critiques » en Allemagne fédérale.

Elle se situe clairement dans le mouvement « alternatif » allemand qui réunit aussi bien les « rouges » que les « verts ». Après 2 années d'existence elle atteint un public de plus de 2000 abonnés.

Chaque numéro est organisé autour d'un thème central de débat, préparé par des groupes informels, le plus souvent à l'intérieur de l'université ou des écoles d'ingénieurs. La discussion autour de chacun de ces thèmes se poursuit par des tribunes de discussion dans les numéros suivants.

Le sommaire de récents numéros publiés ou à paraître donne

une idée du degré d'ouverture et de l'orientation de WW :

n° 6 : les sciences de la nature à l'école

n° 7 : l'humanisation du travail : une plaisanterie

n° 8 : l'informatique et contrôle social

n° 9 : la critique féministe de la technique et de la science

n° 10 : guerre et technique

n° 11 : la conscience de soi des ingénieurs et des techniciens

n° 12 : science et technique en Chine

La rapidité du développement et l'audience de notre concurrent allemand s'explique sans doute par l'actualité et l'urgence du débat sur les « nouvelles technologies » mais aussi par les caractéristiques de la situation allemande, force et diversité du mouvement alternatif et volonté du mouvement syndical de peser de tout son poids sur les mutations technologiques en cours.

Gnaisenstr.-2, 1000, Berlin 61, Deutschland

ABONNEZ-VOUS, c'est la condition de notre développement

The diffusion of microelectronic-technology in south east England*

Cette étude empirique apporte un certain nombre de réponses aux questions que chacun se pose sur la diffusion des technologies de la microélectronique dans l'industrie. L'enquête porte sur 379 entreprises.

Les auteurs voulaient vérifier une hypothèse : l'impact des nouvelles technologies sur l'emploi vient-il de la rapidité de leur introduction, provoquant des changements structurels tant dans les formes que dans le niveau de l'emploi ou au contraire de la lenteur, qui rendrait les industries britanniques peu compétitives ?

L'enquête aboutit à des résultats différents :

— Les nouvelles technologies sont utilisées plus facilement pour la rationalisation du travail et de la production que dans les nouveaux produits. L'impact sur l'emploi concerne d'abord l'encadrement.

— Il semble y avoir deux voies distinctes et indépendantes pour l'introduction des nouvelles technologies :

a) par les « Bureaux » (rationalisation du travail des cadres des employés et des secrétaires.)

b) par l'industrie (process de production et incorporation dans les produits).

— Contrairement à ce qui a été développé par les tenants du « small is beautiful » les PME n'ont pas rejoint, et pour des raisons avant tout économiques, les grandes entreprises dans l'utilisation des nouvelles technologies.

— L'opposition de syndicats n'apparaît pas constituer un obstacle à l'application de ces technologies. La réponse positive des TUC (79) a sans doute été plus suivie que les quelques cas de résistance syndicale.

— L'impact sur l'emploi se manifeste d'abord et essentiellement par l'arrêt de l'embauche dans les firmes dans lesquelles ces technologies ont été introduites.

E.B.

* Tom Bourner et alii (Faculty of economic and administrative studies) — Sept 80

La CGT et l'Informatique

Depuis plusieurs mois, la CGT manifeste une volonté d'aborder centralement les racines et les conséquences de l'informatisation.

Le rapport le plus intéressant dans ce domaine est le document préparatoire aux journées de travail sur « l'informatique et l'emploi à Paris », tenues les 24 et 25 juin 1980 à Montreuil. Nous avons cherché à résumer les conclusions.

Progrès et mode de production

La CGT dénonce l'aspect unilatéral du débat impulsé par Giscard et son rapport Nora : « Comment vivre avec une informatique qui va forcément limiter les emplois, concentrer le pouvoir, parcelliser les tâches ? ».

La CGT rappelle qu'elle est résolument pour le progrès scientifique et technique, en particulier pour tout ce qui permet aux hommes et aux femmes d'échapper aux tâches fastidieuses et répétitives. C'est la société capitaliste qui utilise l'informatique dans un sens contradictoire aux besoins sociaux, en limitant le développement de l'informatique de production. Elle pourrait remettre en cause le Taylorisme — en refusant de réduire le temps de travail, en cherchant à reporter le maximum de savoir et de décision vers les circuits internes du système, très loin de toute initiative individuelle.

Ainsi tout ce qui remet en cause la coupure entre l'homme et son travail permet d'avancer vers le changement des rapports sociaux.

Démocratie et unité : les conseils de service

Pour la CGT, l'un des objectifs du patronat est d'élargir le fossé entre deux catégories de travailleurs concernés par l'informatique : ceux qui conçoivent les systèmes informatiques et sont

amenés à intégrer à la machine le maximum de savoir et de qualifications ; ceux qui « reçoivent » l'informatique mais n'en tirent qu'une fatigue plus lourde et un désintérêt accru : « c'est la faute à l'ordinateur ».

En exigeant l'information et la formation sur l'informatique, en cherchant à conserver ou acquérir un pouvoir de décision à partir des données informatisées, les travailleurs pourront s'organiser dans l'atelier ou le service, montrer qu'ils sont une force d'innovation.

Sur la base de ces luttes, de ces conseils de service ou d'atelier, les informaticiens comprendront qu'ils peuvent concevoir et proposer une autre solution de l'informatique, préservant les emplois, augmentant la qualification et la formation de chacun.

Quelles revendications ?

La CGT estime que l'enrichissement des tâches administratives est une première revendication concrète concernant l'organisation du travail. Cela implique un droit accru à la formation pour comprendre ce que l'on fait — et ce qu'en fait l'ordinateur. Cette formation permettra de définir de nouvelles qualifications, concrétisées en terme de promotion et de plan de carrière.

Cette formation doit aussi s'intégrer dans la lutte pour la réduction du temps de travail : les gains de productivité liés aux techniques nouvelles permettant dès aujourd'hui d'assurer les temps de repos en cours de journée, une formation professionnelle sérieuse et la semaine de 35 heures sans perte de salaire.

La question de la fatigue visuelle et nerveuse liée au travail prolongé sur écran doit être soulignée, ainsi que la tendance au travail en 3x8 ou au contrôle de la productivité individuelle par l'ordinateur.

Les auteurs de ce document — qui met en évidence le rôle central de l'informatique dans la restructuration du capitalisme — estiment que la CFDT n'apporte que des réponses technocratiques et fatalistes à ce processus. Il semble pourtant que les objectifs concrets proposés par les deux confédérations ne sont pas très éloignés. Reste à savoir si CGT et CFDT pourront agir ensemble dans les entreprises sur les revendications.

Regrettons qu'une question de taille soit absente ou masquée dans ce rapport. Les projets informatiques des secteurs « avancés » de la bourgeoisie ont un caractère global. Est-il suffisant de les combattre secteur par secteur, entreprise par entreprise ?

Raoul Berger

